

nemens temporels d'où elle émanait; mais surtout, par un motif plus profond et encore ignoré, en tendant à retarder, autant que possible, son inévitable décomposition spontanée, par cela même qu'un tel usage s'opposait énergiquement à cette invasion habituelle des charges judiciaires par les avocats qui devait enfin dissoudre essentiellement une telle organisation, ainsi que je l'indiquerai au cinquante-septième chapitre, et qui, prématurément survenue, l'eût certainement empêchée de poursuivre, avec une véritable efficacité, sa principale mission. Au reste, quand ce nouvel élément social eut convenablement secondé les heureux efforts des rois pour s'affranchir du contrôle européen des papes, et ensuite les tentatives non moins efficaces des églises nationales contre la suprématie pontificale, son existence politique avait nécessairement réalisé, autant que possible, la grande opération temporaire qui lui était réservée dans l'évolution fondamentale des sociétés modernes, sauf l'indispensable surveillance qu'exigerait la conservation permanente de ces divers résultats contre les réactions toujours imminentes des débris de l'ancienne organisation: l'importante intervention des législates, ci-après caractérisée, dans la lutte prolongée entre les deux branches du pouvoir temporel,

avait d'ailleurs atteint, vers la même époque, son but le plus capital, et ne pouvait également comporter qu'une simple continuation. Toutefois, nous reconnaitrons bientôt que cette action parlementaire a exercé encore, à sa manière, une influence très notable, même chez les peuples catholiques, sur la première période, ci-dessus définie, du mouvement de décomposition devenu systématique: cette participation continue se fait même distinctement sentir, sous des formes qui lui sont propres, jusque dans la période suivante, mais avec une intensité décroissante, et en abandonnant graduellement la direction temporelle de l'opération révolutionnaire, dès-lors rapidement conduite vers sa destination finale, comme je l'expliquerai plus loin.

En terminant cette double appréciation générale des organes nécessaires de la grande transition critique dont nous poursuivons l'étude historique, je crois devoir sommairement signaler ici, d'après notre théorie fondamentale, l'inaptitude radicale de ces deux forces modificatrices à constituer aucune organisation durable qui leur appartienne réellement, malgré la tendance spontanée de l'un et l'autre élément à s'emparer indéfiniment de la suprématie sociale, à mesure que leur commune action dissolvante détruisait l'ascendant des an-

ciens pouvoirs. Cette impuissance caractéristique, d'ailleurs plus ou moins sentie, qui réduit invinciblement de telles influences politiques à une simple destination révolutionnaire, résulte surtout de ce que ces deux classes ne pouvaient apporter réellement de principes qui leur fussent propres, et qui leur permissent de présider, d'une manière un peu durable, à la haute direction régulière des affaires humaines. Leur esprit commun, essentiellement critique, par sa nature, comme nous l'avons doublement reconnu, n'est apte qu'à modifier un régime préexistant, d'après des altérations graduellement destructives; en sorte que leur prépondérance politique ne peut effectivement devenir complète que pendant les crises, nécessairement passagères, relatives aux phases les plus tranchées du mouvement désorganisateur. En tout autre temps, leur suprématie prolongée tendrait inévitablement à l'imminente dissolution de l'état social: aussi avons-nous constaté que si le progrès politique, en tant que spontanément négatif, leur est essentiellement dévolu depuis le quatorzième siècle, le maintien indispensable de l'ordre public doit être alors rapporté surtout à l'action résistante des anciens pouvoirs, auxquels seuls devait encore appartenir habituellement la suprême direction sociale, quoique de plus en plus restreinte

par des modifications révolutionnaires. Chacune de ces deux forces transitoires portait, en quelque sorte, l'ineffaçable empreinte de son origine nécessairement subalterne, d'après son invariable soumission spontanée aux principes les plus fondamentaux de ce même régime dont elle détruisait les plus importantes conditions d'existence réelle. Loin que cette incohérence radicale puisse permettre la domination permanente des métaphysiciens et des légistes, elle leur interdit même de présider à l'entière consommation finale de l'opération révolutionnaire, puisqu'ils sont par-là toujours conduits à consacrer, pour ainsi dire, d'une main ce qu'ils ruinent de l'autre. Si une telle incon séquence est incontestable quant aux métaphysiciens envers la philosophie théologique, dont ils respectent les principales bases intellectuelles tout aussi nécessairement qu'ils lui dénieient ses plus puissans moyens sociaux, elle n'est pas, au fond, moins prononcée dans la relation temporelle des légistes au pouvoir militaire: puisque leurs doctrines, ne pouvant assigner, par elles-mêmes, aucun nouveau but fondamental à l'activité humaine, sanctionnent inévitablement l'antique prépondérance de l'activité militaire; à moins de convertir, par une aberration qui certes ne saurait devenir ni populaire ni durable, surtout dans les sociétés

modernes, l'action même de gouverner en une sorte de commune destination permanente. C'est d'après ces caractères naturels, que ces deux forces secondaires, quand elles croient avoir constitué solidement, de la manière la plus exclusive, leur propre suprématie politique, se trouvent bientôt involontairement conduites à réintégrer, plus ou moins explicitement, l'une l'autorité théologique, l'autre la puissance militaire, sous l'ascendant desquelles elles consentent de nouveau à se placer habituellement; parce qu'elles sentent, au fond, par suite même de leurs vains efforts de domination directe, que cette situation normale, seule convenable à leur essence, peut seule prolonger réellement leur existence sociale, qui cessera, en effet, de toute nécessité, aussitôt que le système théologique et militaire aura enfin totalement perdu, même en idée, son empire primordial, comme je l'expliquerai, au cinquante-septième chapitre, en résultat final de l'ensemble de notre élaboration historique.

Ayant désormais suffisamment apprécié, dans la leçon actuelle, l'immense mouvement révolutionnaire des sociétés modernes, d'abord quant à sa nature caractéristique, ensuite quant à sa marche fondamentale, et enfin quant à ses organes nécessaires, nous devons maintenant procéder à

l'examen direct de son accomplissement essentiel, suivant l'enchaînement rationnel des quatre aspects principaux que j'ai cru devoir distinguer en un tel phénomène pour l'analyser dignement; les trois premiers ne pouvant être, par leur nature, que purement préliminaires, et le dernier seul constituant nécessairement le sujet essentiel de ce chapitre.

En considérant d'abord la période de décomposition spontanée, nous devons, évidemment, y examiner avant tout la désorganisation spirituelle, non-seulement comme la première accomplie, mais surtout comme étant à la fois la plus difficile et la plus décisive, celle qui, par sa seule influence prolongée, tendait inévitablement à entraîner la décadence finale de l'ensemble de ce régime, dont la constitution catholique formait certainement, à tous égards, la base la plus importante, soit mentale, soit sociale. Sous ce point de vue principal, cette première période se divise naturellement en deux époques presque égales, d'après les deux grandes luttes, ci-dessus définies, qui devaient conjointement accomplir une telle dissolution, premièrement par les efforts unanimes des rois pour abolir l'autorité européenne du pape, et ensuite par les tentatives d'insubordination des églises nationales envers la suprématie romaine. Malgré

L'évidente affinité mutuelle de ces deux opérations simultanées, l'une devait, à mes yeux, principalement caractériser le quatorzième siècle, à partir de l'énergique réaction de Philippe-le-Bel, bientôt suivie de cette mémorable translation du saint-siège à Avignon, qui, dans presque toute sa longue durée, ne fut guère qu'une sorte d'honorable captivité politique; tandis que la seconde, à son tour, est devenue prépondérante au quinzième siècle, d'abord par suite du fameux schisme qui résulta de cet étrange déplacement, et surtout enfin sous l'impulsion décisive du célèbre concile de Constance, où les diverses églises partielles montrèrent si énergiquement leur union spontanée contre le sacerdoce central. On peut aisément concevoir que la seconde série d'efforts n'était susceptible d'un succès capital que quand la première aurait d'abord été suffisamment consommée : puis que les différens clergés ne pouvaient efficacement poursuivre leur tendance instinctive à la nationalisation, qu'en se plaçant sous la direction suprême de leurs chefs temporels respectifs; ce qui exigeait certainement que ceux-ci se fussent préalablement émancipés de la tutelle papale. De toutes les grandes entreprises révolutionnaires, d'ailleurs volontaires ou involontaires (ce qui, en politique, importe assurément fort peu), cette première double opération

doit être, à mon gré, regardée, même aujourd'hui, comme étant, au fond, la plus capitale; car elle a directement ruiné la principale base du régime monothéique du moyen-âge, dernière phase essentielle, je ne saurais trop le rappeler, du système théologique et militaire, en déterminant dès-lors l'absorption générale du pouvoir spirituel par le pouvoir temporel. En poursuivant, avec une aveugle avidité, cette usurpation décisive, dans le vain espoir de consolider indéfiniment leur propre suprématie, les rois n'ont pu sentir qu'ils en ruinaient ainsi spontanément, pour un inévitable avenir, les vrais fondemens intellectuels et moraux; par une telle atteinte radicale à la même autorité spirituelle dont ils attendirent ensuite, d'une manière presque puérile, une consécration désormais rendue de plus en plus illusoire, qui n'avait pu jadis obtenir une haute efficacité qu'en émanant d'un pouvoir pleinement indépendant. Pareillement, les divers clergés partiels, poussés à se nationaliser afin d'échapper aux abus de la concentration romaine, n'apercevaient point que, contre leur gré, ils concouraient par-là éminemment à l'irrévocable dégradation de la dignité ecclésiastique, en substituant, à leur unique chef naturel, l'autorité hétérogène et arbitraire d'une foule de pouvoirs militaires, qu'ils devaient, d'une autre

part, concevoir cependant comme leurs subordonnés spirituels, de manière à constituer dès-lors chaque église en un état de plus en plus oppressif de dépendance politique, en résultat final de tant d'efforts actifs vers une irrationnelle indépendance. Au reste, la réaction nécessaire de cette double série d'hostilités sur le caractère général propre à la papauté ne contribua pas moins, à sa manière, à l'altération fondamentale de la constitution catholique. Car, à partir du milieu du quatorzième siècle, où l'émancipation totale des rois devenait évidemment imminente, aux yeux clairvoyans des papes, en France, en Angleterre, etc., tandis que la nationalisation du clergé s'y manifestait nettement par son empressement habituel à s'conder les mesures restrictives envers le saint-siège, il est aisé de remarquer une tendance fortement prononcée de la papauté à s'occuper désormais essentiellement de sa principauté temporelle, qui jusque alors n'avait pu lui inspirer qu'une sollicitude très accessoire, mais qui désormais devenait de plus en plus la seule partie réelle de son pouvoir politique. Avant la fin du quinzième siècle, l'ancien chef suprême du système européen s'était ainsi graduellement transformé en souverain électif d'une médiocre partie de l'Italie; il avait essentiellement renoncé à son action générale et continue

sur les divers gouvernemens temporels, pour tendre principalement à son propre agrandissement territorial, qui date surtout de cette époque, et même pour procurer, autant que possible, l'exaltation royale à la nombreuse série des familles pontificales, de manière à y faire presque regretter l'absence d'hérédité, jusqu'à ce que l'aberration du népotisme y pût être suffisamment contenue. Or, cette dégénération radicale du grand caractère européen propre au pouvoir papal en un caractère purement italien ne pouvait, à son tour, que rendre plus spécialement indispensable la désorganisation totale de la papauté, qui avait ainsi implicitement abdiqué, dès cette époque, ses plus nobles attributions politiques, et perdait, par suite, sa principale utilité sociale, de manière à devenir un élément de plus en plus étranger dans la constitution réelle des peuples modernes. Telle dut être la première origine historique de l'esprit essentiellement rétrograde qui s'est ensuite développé continuellement dans la politique du catholicisme, dont la tendance avait été si long-temps éminemment progressive. C'est donc ainsi que tous les divers élémens essentiels du système politique propre au moyen-âge ont spontanément concouru, chacun à sa manière, à l'irrévocable décadence du pouvoir spirituel qui en constituait sur-

tout la force et la noblesse. Il est clair par là que cette première désorganisation décisive était, en réalité, presque accomplie, bien que sous forme implicite, soit par l'abaissement politique des papes, soit par la nationalisation consécutive des divers clergés, lors de l'avènement du protestantisme, auquel on l'attribue vulgairement, et qui en fut, au contraire, le résultat; quelle qu'ait dû être ensuite la haute influence, mentale et sociale, de la réaction nécessaire que produisit sa sanction systématique d'une telle démolition, suivant nos explications antérieures.

Quoique cette grande décomposition fût certainement aussi indispensable qu'inévitable, comme je l'ai établi, son accomplissement n'en a pas moins laissé dès-lors une immense lacune dans l'ensemble de l'organisme européen, dont les divers éléments, devenant presque étrangers les uns aux autres, se trouvèrent désormais essentiellement livrés à leurs divergences spontanées, sans autre frein habituel que l'insuffisant équilibre matériel déterminé naturellement par leur propre antagonisme. Aux temps même que nous considérons, cette dissolution croissante de l'ancien pouvoir européen se fait gravement sentir, ce me semble, dans les luttes, aussi frivoles qu'acharnées, des principaux états, et surtout dans la longue

et déplorable contestation entre la France et l'Angleterre, où déjà l'extinction de l'autorité conciliatrice des papes est tristement marquée par leurs fréquents efforts, aussi vains qu'honorables, pour la pacification de l'Europe. Sans doute, la suffisante réalisation du grand système de guerres défensives propre au moyen-âge devait alors, faute d'un but convenable, rendre de plus en plus perturbatrice une exubérante activité militaire, qui, par sa nature, devait long-temps survivre à sa principale destination. L'ascendant social trop prolongé d'une caste militaire désormais essentiellement sans objet capital, constitue, en effet, le vrai principe universel et spontané qui a déterminé, pendant ces deux siècles, l'étrange caractère de la plupart des expéditions guerrières, si loin d'offrir le haut intérêt social des guerres antérieures, et même le puissant intérêt moral des guerres de religion au siècle suivant. Mais, quelque inévitable que dût être alors une telle perturbation européenne, les conséquences immédiates en eussent été certainement bien moins graves, si, par une fatale coïncidence, qui ne pouvait d'ailleurs être entièrement empêchée, elle ne s'était développée sous l'impuissant déclin de l'influence politique qui jusque alors avait régularisé l'ensemble des relations internationales. Deux siècles aupara-

vant, la papauté eût évidemment lutté, avec une énergique efficacité, contre ce principe général de désordre; et, sans pouvoir annuler une suite aussi naturelle de la situation sociale, elle en eût assurément diminué beaucoup les ravages effectifs. Ce cas me paraît l'un des plus propres à faire sentir, aux aveugles partisans de l'optimisme politique, la haute irrationalité de leur doctrine métaphysique: car, on voit ainsi l'autorité européenne des papes s'éteindre en un temps où elle aurait pu rendre encore à l'humanité d'éminens services politiques, pleinement conformes à sa destination naturelle, et seulement incompatibles avec sa caducité actuelle. Une telle impuissance vérifie d'ailleurs, de la manière la moins équivoque, le caractère essentiellement temporaire inhérent à l'existence générale du pouvoir catholique, qui, si peu éloigné de son plus bel âge, se trouve néanmoins forcé, malgré sa sincère volonté, de manquer à sa principale vocation politique, non par des obstacles accidentels, mais par une suite permanente de sa précoce désorganisation. Nous apprécierons ci-dessous l'expédient provisoire à l'aide duquel la politique moderne s'est ultérieurement efforcée, autant que possible, d'apporter à cette lacune capitale une insuffisante réparation.

La désorganisation spontanée de l'ordre temporel propre au moyen-âge, quoique déjà très active au *xiii<sup>e</sup>* siècle, ne pouvait avoir de résultats vraiment décisifs tant que le pouvoir catholique, qui constituait le lien principal d'un tel régime, conservait toute son intégrité sociale. Mais, à mesure que s'opérait la décomposition spirituelle que nous venons d'apprécier, cette dissolution temporelle prenait un caractère de plus en plus irrévocable; elle tendait évidemment désormais à l'entière subversion de la constitution féodale, dernière phase essentielle du gouvernement militaire, en y altérant radicalement la pondération caractéristique des deux éléments principaux, la force centrale de la royauté, et la force locale de la noblesse, dont l'une, avant la fin du *xv<sup>e</sup>* siècle, avait été, en réalité, presque complètement absorbée par l'autre, pendant que celle-ci absorbait aussi la puissance spirituelle. Cette inévitable dislocation devait alors résulter de ce que cette constitution transitoire avait enfin suffisamment accompli, comme on l'a vu, sa principale destination dans l'évolution fondamentale des sociétés modernes, dont l'essor industriel de plus en plus prononcé indiquait déjà leur antipathie nécessaire contre l'antique prépondérance de l'esprit guerrier. Quoique les luttes, si intenses et si nom-

breuses, que je viens de caractériser, doivent d'abord sembler, à cette époque, directement contradictoires avec ce décroissement spontané du régime militaire, la nature même de ces guerres, essentiellement perturbatrices, devait tendre à ruiner la considération sociale de la caste dominante, dont l'aveugle ardeur belliqueuse, dès-lors habituellement privée de toute application utile, devenait de plus en plus contraire au grand mouvement de civilisation qu'elle avait dû primitivement protéger. C'est toujours, en effet, pour toutes les institutions humaines, temporelles ou spirituelles, le signe le moins équivoque de leur irrévocable extinction, que de les voir ainsi se tourner spontanément contre leur but primordial : l'organisme féodal, destiné surtout, par sa nature, à contenir le système d'invasion, touchait nécessairement à sa fin générale, aussitôt qu'il s'érigait partout en principe d'invasion. Aux temps même que nous considérons, la mémorable institution des armées permanentes, née d'abord en Italie, où tout commençait alors, mais bientôt propagée en occident, et principalement développée en France, vient constituer à la fois un témoignage incontestable et une puissante garantie de cette dissolution radicale du régime temporel propre au moyen-âge, en mani-

festant, d'une part, la répugnance croissante à la prolongation du service féodal chez des populations déjà plus industrielles que militaires, et en brisant, d'une autre part, les liens universels de la discipline féodale, désormais remplacée par la subordination spéciale d'une classe très circonscrite envers des chefs qui, n'étant plus exclusivement féodaux, tendaient nécessairement à priver peu à peu l'ancienne caste militaire de sa plus spéciale attribution. Je signalerai d'ailleurs au chapitre suivant l'heureuse influence d'une telle innovation pour seconder directement l'essor général de la vie industrielle.

Dans le cas le plus naturel et le plus commun, dont la France nous présente le meilleur type, la décomposition spontanée du pouvoir temporel, d'après l'antagonisme exagéré de ses deux éléments essentiels, a dû s'opérer nécessairement au profit de la force centrale contre la force locale. L'esprit fondamental de la constitution féodale permettait aisément de prévoir que, presque partout, l'équilibre général de ces deux puissances se romprait surtout au préjudice de l'aristocratie, vu les nombreux moyens, même réguliers, qu'offrait un tel régime à l'accroissement spontané de la royauté. Ce point de vue est aujourd'hui trop connu pour que je doive y insister. Mais je dois,



au contraire, signaler, à cet égard, une importante considération nouvelle, qui résulte ici d'un rapprochement d'ensemble entre les deux décompositions simultanées du pouvoir temporel et du pouvoir spirituel. Celle-ci, en effet, comme nous l'avons vu, s'accomplissant, par une évidente nécessité, contre la puissance centrale, sans quoi il n'y eût pas eu de révolution, il fallait bien, par une indispensable compensation, que l'autre s'effectuât habituellement en sens inverse, sans quoi cette révolution eût dégénéré en un démembrement universel, dont l'Europe moderne a été spécialement préservée par cette concentration temporelle en faveur de la royauté. En même temps que l'anarchie politique, imminent péril de la grande phase révolutionnaire, pouvait ainsi être essentiellement évitée, on doit reconnaître, sous un autre aspect, que le mouvement général de décomposition atteignait par-là son but principal d'une manière bien plus complète, et surtout beaucoup plus caractéristique, que si la dislocation temporelle s'était, au contraire, opérée ordinairement au profit de l'aristocratie. Quoique chacun des deux éléments ait naturellement dû, comme nous le verrons, irrationnellement tenter, après son triomphe, de reconstruire, sous son ascendant, l'ensemble du régime ancien, cette

entreprise eût été cependant bien plus dangereuse de la part de l'aristocratie qu'elle n'a pu l'être de la part de la royauté: l'extinction finale du système militaire et théologique en eût été bien autrement entravée, aussi bien que l'essor politique des nouvelles forces sociales, ainsi que je l'indiquerai plus spécialement au cinquante-septième chapitre.

On voit, par ces explications, que la tendance de la décomposition féodale vers l'ascendant politique de l'aristocratie sur la royauté a dû constituer, dans la désorganisation universelle que nous apprécions, un cas éminemment exceptionnel, dont l'Angleterre offre le principal exemple. Mais la considération en est néanmoins très importante aujourd'hui, pour faire déjà pressentir l'aveugle irrationalité de ce dangereux empirisme qui prétend borner le grand mouvement européen à l'uniforme transplantation du régime transitoire particulier à l'évolution anglaise. Comparée à celle de presque tout le reste de l'Europe, et surtout de la France, elle présente ainsi, dès les derniers siècles du moyen-âge, une différence, aussi capitale qu'évidente, qui a nécessairement exercé, sur l'ensemble total du développement ultérieur, une influence très prononcée, incompatible avec toute vaine imitation politique, comme je l'expliquerai dans la suite. Il suffit, en ce moment, de

noter cette irrécusable diversité effective, qu'atteste spontanément toute l'histoire moderne, et qui constitue le premier trait essentiel de l'isolement caractéristique de la politique anglaise. Une telle anomalie me semble devoir être surtout attribuée à l'action combinée de deux conditions spéciales, la situation insulaire, et la double conquête : la première a dû, en général, rendre le développement social de l'Angleterre toujours plus susceptible qu'aucun autre de suivre, sans perturbation extérieure, une marche qui lui fût propre; la seconde devait particulièrement provoquer à la coalition aristocratique contre la royauté, que la conquête normande avait dû rendre d'abord éminemment prépondérante, comme on le voit clairement, par exemple, en comparant, au XII<sup>e</sup> siècle, la puissance royale en France et en Angleterre; en outre, les suites nécessaires de cette conquête exceptionnelle favorisaient la combinaison spontanée de la ligue aristocratique avec les classes industrielles, en constituant entre elles, par la nouvelle position secondaire de la noblesse saxonne, un précieux intermédiaire naturel, qui ne pouvait exister ailleurs (1).

(1) La marche de l'évolution politique en Écosse, si différente de celle propre à l'Angleterre, me semble confirmer spécialement cette explication générale, en montrant que l'influence particulière de la double conquête a réellement prédominé, à cet égard, sur celle même de l'isolement insulaire commun aux deux populations.

Mais nous devons éviter ici d'engager, à cet égard, aucune discussion spéciale, évidemment contraire aux prescriptions logiques établies au début de ce volume contre toute introduction importante des recherches concrètes dans notre élaboration historique, dont le caractère essentiellement abstrait doit être soigneusement maintenu. Au reste, ceux qui voudront convenablement entreprendre une explication vraiment rationnelle de cette mémorable anomalie politique, devront d'abord donner à l'observation même du phénomène toute son extension réelle, en cessant de le considérer, ainsi qu'on le fait trop souvent, comme strictement particulier à l'Angleterre : quoiqu'il y ait été, sans doute, plus spécialement prononcé, on voit cependant, par exemple, le développement politique de la Suède, et auparavant même celui de Venise, offrir, sous ce rapport, une marche fort analogue.

Tels sont les divers résultats principaux de la décadence spontanée qui conduisit graduellement le régime catholique et féodal à ce degré de désorganisation, partout essentiellement réalisé, d'une manière plus ou moins explicite, vers la fin du XV<sup>e</sup> siècle; le pouvoir spirituel étant désormais irrévocablement absorbé par le pouvoir temporel, et l'un des deux éléments généraux

de celui-ci radicalement subalternisé envers l'autre : en sorte que l'ensemble de cet immense organisme restait dès-lors totalement concentré autour d'une seule puissance active, ordinairement la royauté, sur laquelle reposaient presque uniquement les destinées ultérieures du système entier, dont la décomposition allait maintenant commencer à devenir nécessairement systématique.

Nous avons ci-dessus rationnellement partagé cette phase définitive du grand mouvement révolutionnaire en deux époques principales, l'une purement protestante, l'autre essentiellement déiste, d'après le caractère plus complet et plus décisif qu'acquiert graduellement la philosophie négative. Considérons successivement, dans la première, d'abord ses effets politiques immédiats, et ensuite son influence philosophique ultérieure.

Sous le premier aspect, on peut aisément sentir que la réforme du *xvi<sup>e</sup>* siècle ne fut réellement, en général, qu'une consécration explicite et irrévocable de la situation des sociétés modernes en résultat final de la décomposition spontanée que nous venons de reconnaître propre aux deux siècles précédens, surtout en ce qui concerne la désorganisation du pouvoir spirituel, principale base du régime ancien. On doit concevoir, en

outre, pour compléter une telle appréciation, que cette commune conséquence politique s'est, au fond, nécessairement réalisée, d'une manière à peu près équivalente, malgré de graves différences intellectuelles, qui n'ont pu devenir sensibles que long-temps après, aussi bien chez les peuples restés nominalement catholiques, que chez ceux devenus ostensiblement protestans : les uns et les autres ont alors définitivement passé, envers l'ordre social du moyen-âge, à un état pareillement révolutionnaire, sauf la diversité naturelle des manifestations. Car, je ne saurais trop l'expliquer, dans la suite entière des désorganisations opérées depuis le début du *xiv<sup>e</sup>* siècle, la première et la plus décisive a certainement consisté à détruire l'indépendance du pouvoir spirituel, en le subordonnant partout au pouvoir temporel : or, cette perturbation capitale, principe essentiel de toutes les autres, a été, comme nous l'avons vu, réellement commune à tout l'occident européen, avant la fin du *xv<sup>e</sup>* siècle ; c'est par là que, sur tous les points importans de ce grand théâtre social, toutes les forces quelconques ont dès-lors instinctivement participé, comme je l'ai montré, au caractère révolutionnaire des temps modernes, sans excepter, non-seulement les rois et les nobles, mais aussi les prêtres, et les papes eux-

mêmes : lorsque Henri VIII se sépara de Rome, Charles-Quint et François I<sup>er</sup> n'en étaient pas, à vrai dire, déjà moins affranchis que lui. En considérant l'ensemble du protestantisme, il est clair que la suppression de la centralisation papale, et l'assujétissement national de l'autorité spirituelle à la puissance temporelle, y constituent les seuls points importans communs à toutes les sectes, les seuls qui y soient restés toujours intacts au milieu d'innombrables variations. La célèbre opération de Luther, malgré son fougueux éclat, se réduisit immédiatement à la consécration fondamentale de ce premier degré de décomposition de la constitution catholique, puisqu'elle n'atteignit d'abord le dogme que d'une manière fort accessoire, qu'elle respecta même essentiellement la hiérarchie, et qu'elle n'altéra gravement que la seule discipline. Or, si l'on analyse politiquement ces dernières altérations, vraiment caractéristiques, on voit qu'elles consistèrent surtout dans l'abolition combinée du célibat ecclésiastique et de la confession universelle ; c'est-à-dire, précisément dans les mesures qui, outre l'énergique adhésion spontanée des passions humaines, au sein même du sacerdoce, étaient alors les plus propres, par leur nature, à consolider la ruine antérieure de l'indépendance

sacerdotale, à laquelle ce double appui était évidemment indispensable. Une telle destination primordiale du protestantisme explique aisément sa naissance spéciale chez les peuples les plus éloignés du centre catholique, et auxquels, par suite, la tendance de plus en plus italienne de la papauté pendant les deux siècles précédens devait se faire le plus péniblement sentir.

D'après cette incontestable appréciation, on ne peut douter que les peuples catholiques n'aient tout aussi réellement participé que les protestans à cette première transformation révolutionnaire, sauf la différence des formes et la diversité des moyens, qui importent peu au résultat (1). Non-seulement en France, mais en Espagne, en Autriche, etc., les rois, sans s'arroger ouvertement

(1) Un incident remarquable, aujourd'hui trop oublié, me semble très propre à confirmer directement ce rapprochement fondamental indiqué par ma théorie historique, en manifestant la tendance spontanée des souverains catholiques à recourir quelquefois aux mêmes moyens essentiels que les princes protestans pour garantir radicalement la destruction de l'indépendance politique du clergé. On voit, en effet, l'empereur Ferdinand faire, quoique sans succès, expressément proposer, à diverses reprises, au concile de Trente, par des ambassadeurs spéciaux, le mariage habituel des prêtres, qui eût certainement conduit, dans l'application, à abolir aussi la confession. Ce double caractère de la discipline luthérienne, a depuis fréquemment trouvé, au sein même du catholicisme, de fervens apologistes, très convaincus d'ailleurs qu'ils ne cessaient point ainsi d'appartenir à l'église universelle.

une vaine et ridicule suprématie spirituelle, étaient déjà certainement, au temps de Luther, pour leurs clergés respectifs, des maîtres non moins absolus, non moins indépendans, au fond, du pouvoir papal, que le devinrent alors les divers princes protestans (1). Mais le mouvement luthérien, surtout parvenu à la phase calviniste, exerça bientôt, à cet égard, d'une manière indirecte, une influence aussi importante qu'inévitable, en disposant de plus en plus le sacerdoce catholique à l'acceptation volontaire d'un tel assujétissement politique, contre lequel il conservait jusque alors, quoiqu'en vain, son antique répugnance naturelle, et où désormais il devait voir, au contraire, la seule garantie efficace de son existence sociale, au milieu de l'imminent essor de l'esprit universel d'émancipation religieuse. C'est seulement à cette époque de dé-

(1) Quoique cette tendance universelle à la nationalisation du clergé ait dû naturellement être beaucoup moins développée en Italie que partout ailleurs, telle était cependant, à cet égard, la situation fondamentale de peuples modernes, qu'on a pu remarquer alors une semblable transformation révolutionnaire même chez toutes les populations italiennes dont l'état politique a pris un caractère stable suffisamment prononcé. La constitution vénitienne en offre surtout un exemple très décisif, par l'isolement et la dépendance où elle maintenait le clergé national envers la puissance temporelle, depuis le triomphe définitif de l'aristocratie sur le pouvoir ducal au xiv<sup>e</sup> siècle; de manière à organiser, sous la vaine apparence d'une respectueuse orthodoxie, une sorte de religion d'état, encore plus distincte peut-être du vrai catholicisme romain que ne le fut ensuite notre gallicanisme proprement dit.

cadence que commence essentiellement, entre l'influence catholique et le pouvoir royal, cette intime coalition spontanée d'intérêts sociaux, dont la tendance générale, d'abord stationnaire, et bientôt rétrograde, envers le développement final de la civilisation moderne, a été si mal à propos attribuée, par tant d'irrationnels détracteurs, aux plus beaux âges du catholicisme, si long-temps caractérisé, d'après nos explications antérieures, par son noble et énergique antagonisme à l'égard de toutes les puissances temporelles. Il serait d'ailleurs superflu de prouver que cette opposition croissante au progrès ultérieur de l'évolution humaine, loin d'être propre au catholicisme moderne, soit gallican, soit espagnol, etc., appartient, d'une manière beaucoup plus radicale et bien autrement prononcée, au luthéranisme anglican, ou suédois, etc., qui, même en souvenir historique, n'a jamais pu se supposer en état d'indépendance réelle, ayant été, au contraire, expressément institué, dès sa naissance, en vue d'une éternelle sujétion. Quoi qu'il en soit, après son universel asservissement politique, l'église catholique, désormais nécessairement impuissante à remplir ses plus hautes attributions sociales, et voyant ainsi son champ moral partout restreint à la vie individuelle, sauf un reste d'influence sur la vie domestique, est

dès-lors conduite inévitablement à s'occuper surtout, d'une manière de plus en plus exclusive, de la seule conservation, de plus en plus difficile, de sa propre existence, en se constituant instinctivement de plus en plus l'indispensable auxiliaire permanent de la royauté, autour de laquelle devaient graduellement se concentrer, par une tendance spontanée, tous les débris quelconques du régime monothéique du moyen-âge, comme seul élément maintenant susceptible d'une énergique activité politique. On conçoit au reste aisément que cette inévitable coalition devait finalement devenir aussi dangereuse pour le catholicisme que pour le pouvoir royal, envers chacun desquels elle constituait naturellement une sorte de cercle vicieux, à la fois mental et social, en présentant comme appui ce qui avait besoin de soutien. Le catholicisme y ruinait radicalement son crédit populaire, en renonçant évidemment, par cette irrationnelle sujétion, à son ancien et principal office politique; sauf la vaine ostentation de quelques rares prédications officielles, que la plus sublime éloquence ne pouvait jamais empêcher d'être, par leur nature, essentiellement déclamatoires, et surtout fort inoffensives au pouvoir qu'elles concernaient, quelque vicieuse que pût devenir habituellement sa conduite réelle. En

même temps, la royauté était ainsi conduite à lier, d'une manière de plus en plus intime, l'ensemble de ses destinées politiques à un système de doctrines et d'institutions qui devait graduellement exciter de profondes et unanimes répugnances, soit intellectuelles, soit morales, et qui déjà même était partout irrévocablement voué, sous diverses formes, à une imminente dissolution totale.

Cette longue et déplorable phase de la désorganisation finale du catholicisme a été, dès sa naissance, principalement systématisée par la grande institution caractéristique de la célèbre compagnie de Jésus, qui, de nature éminemment rétrograde, fut alors spécialement fondée, avec un admirable instinct politique, pour servir d'organe central à la résistance générale du catholicisme contre la destruction universelle dont il était directement menacé par l'essor croissant de l'émancipation spirituelle. Il est clair, en effet, d'après nos indications antérieures, que la papauté, de plus en plus absorbée, depuis le siècle précédent, par les intérêts et les soins de sa principauté temporelle, n'était même plus propre, en réalité, à diriger convenablement cette immense opposition active, dont elle eût souvent sacrifié, sans doute, les besoins essentiels aux seules exigences de sa situation particulière. Aussi les chefs, presque toujours éminens, de cette

puissante corporation se sont-ils dès-lors, sous un titre modeste, spontanément substitués peu à peu aux papes eux-mêmes, pour organiser une suffisante convergence continue entre des efforts partiels que le grand mouvement de décomposition entraînait instinctivement à diverger de plus en plus. Il n'est pas douteux, ce me semble, que, sans une telle centralisation, ordinairement aussi habile qu'énergique, l'action ou plutôt la résistance du catholicisme n'aurait pu offrir, pendant le cours des trois derniers siècles, aucune véritable consistance politique. Mais, malgré d'éclatants services partiels, soit au dedans, soit au dehors, on ne peut davantage méconnaître que l'ensemble de cette politique des jésuites, par une suite nécessaire de son hostilité fondamentale envers l'évolution finale de l'humanité, devait avoir un caractère à la fois éminemment corrompueur et radicalement contradictoire. D'une part, en effet, son principal moyen de succès consistait réellement à intéresser autant que possible toutes les influences sociales quelconques, spirituelles ou temporelles, à la conservation ou à la restauration de l'organisme catholique, en persuadant à tous les esprits éclairés, sous la réserve tacite d'une secrète émancipation personnelle, que la consolidation de leur propre puissance exigeait, en général, de leur part, une certaine participation

permanente, soit active, soit au moins passive, au système d'efforts de tous genres destinés à maintenir le vulgaire sous la tutelle sacerdotale. Or, une telle combinaison politique ne pouvait, évidemment, comporter, par sa nature, qu'un succès fort précaire, limité au seul temps où l'émancipation théologique restait suffisamment concentrée : par son inévitable diffusion ultérieure, ce procédé, d'abord odieux, a fini par devenir, de nos jours, essentiellement ridicule, en conduisant à organiser ainsi une sorte de mystification universelle, où chacun devrait être à la fois, et pour le même dessein, trompeur et trompé. En second lieu, les efforts indispensables de cette intelligente corporation afin d'acquiescer ou de conserver la direction, de plus en plus exclusive, de l'instruction publique, l'ont partout entraînée à concourir puissamment elle-même à la propagation croissante du mouvement mental, par un enseignement continu qui, malgré son extrême imperfection, n'en devait pas moins bientôt se tourner nécessairement, soit chez les élèves, soit jusque chez les maîtres, contre la destination primitive de ce système contradictoire. Les célèbres missions extérieures, si habilement dirigées, en général, par cette compagnie, et les seules qui aient jamais obtenu un véritable succès social, présentent, sous cet aspect, un con-

traste fort analogue, quoique moins tranché, par l'hommage involontaire qu'une telle politique était ainsi conduite à rendre, surtout quant aux sciences, à ce même développement intellectuel des sociétés modernes dont elle s'efforçait de combattre, en Europe, les conséquences nécessaires, tandis que, au dehors, elle s'honorait à juste titre d'y puiser les principales bases de son ascendant spirituel, utilisé ensuite pour l'introduction des croyances qu'elle se sentait d'abord forcée d'écarter ou de dissimuler. Il serait d'ailleurs superflu d'insister ici sur les périls évidens que devait offrir à cette institution une position aussi exceptionnelle dans l'ensemble de l'organisme catholique, où le sentiment naturel de sa supériorité, en vertu de sa haute destination spéciale, devait profondément stimuler l'active jalousie permanente de toutes les autres congrégations religieuses, dès-lors graduellement privées de leurs plus importants attributs réels, et dont l'invincible antipathie a plus tard tant neutralisé, comme on sait, au sein même du clergé catholique, les regrets que devait lui inspirer la chute irréparable d'un tel soutien.

Tel est donc le seul effort vraiment grand qu'ait pu tenter le catholicisme moderne contre l'irrésistible progrès du mouvement général de décompo-

sition, en organisant ainsi le maintien, et, autant que possible, la restauration, de la constitution catholique, sous la commune direction des jésuites, et sous la protection spéciale de la monarchie espagnole, désormais devenue le meilleur appui naturel de cette politique, comme mieux préservée qu'aucune autre des contacts hérétiques. Le célèbre concile de Trente ne pouvait, en effet, produire, sous ce point de vue, qu'un résultat purement négatif, que l'instinct des papes semble avoir pressenti, d'après leur profonde répugnance à réunir et à prolonger cette impuissante assemblée; qui, dans sa longue et consciencieuse révision de l'ensemble du système catholique, n'a pu que constater, avec une stérile admiration, la parfaite solidarité, à la fois mentale et sociale, de toutes ses parties importantes, et a dû, dès-lors, malgré les dispositions les plus conciliantes, conclure à la douloureuse impossibilité de consentir à aucune des concessions alors jugées propres à amener la pacification universelle. Toutes les saines méditations historiques sur ce sujet capital aboutiront, je ne crains pas de l'assurer, à reconnaître que, comme je l'ai indiqué au début de ce chapitre, tout l'effort essentiel de réformation dont l'organisme catholique était vraiment susceptible sans se dénaturer, avait déjà été, trois siècles auparavant, convenable-



ment tenté, et bientôt épuisé, par la double institution, intellectuelle et politique, des franciscains et des dominicains. Aussi la vaine formule populaire qui, depuis le commencement du quinzième siècle, indiquait le vœu prépondérant de la catholicité pour l'universelle régénération de l'église, ne constituait-elle, au fond, qu'une manifestation involontaire de l'ascendant spontané que l'esprit critique acquerrait alors partout, d'après le progrès continu du mouvement général de décomposition. Déjà nécessairement entraîné vers son entière dissolution, le système catholique ne pouvait plus, à cette époque, comporter d'autre transformation réelle que cette organisation, ici suffisamment caractérisée, de son active résistance permanente à l'évolution ultérieure de l'élite de l'humanité. C'est ainsi que le catholicisme, désormais réduit, en Europe, à ne plus former qu'un véritable parti, a été partout conduit à perdre, non-seulement la faculté, mais même la simple volonté, de remplir convenablement son antique destination sociale. Absorbé dès-lors par l'intérêt, de plus en plus exclusif, de sa seule conservation, il s'est vu souvent entraîné, dans son intime solidarité avec la royauté, à inspirer ou à sanctionner les mesures les plus contraires à son esprit caractéristique; comme ne le témoigne que trop, par exemple, l'histoire com-

plète du plus exécrable attentat politique qui peut-être ait jamais été consommé. Par ces déplorables recours à la compression matérielle, devenus néanmoins inévitables depuis l'entière subordination de l'influence catholique au pouvoir royal, le système de résistance ne faisait que constater de plus en plus son impuissance intellectuelle et morale, et accélérât indirectement la décadence qu'il tentait d'arrêter. En un mot, l'ensemble de la scène politique a pris, dès cette époque, le caractère essentiel qui s'est prolongé jusqu'à nos jours; depuis Philippe II jusqu'à Bonaparte, c'est toujours, sauf la diversité naturelle des circonstances et des moyens, la même lutte fondamentale entre l'instinct rétrograde de l'ancienne organisation, et l'esprit de progression négative propre aux nouvelles forces sociales: il n'y a d'autre différence essentielle, sinon qu'une telle situation était alors pleinement inévitable, tandis qu'elle ne conserve vicieusement aujourd'hui la même physionomie que d'après la seule absence d'une philosophie vraiment appropriée à la phase actuelle de l'évolution générale, comme l'établira spontanément la suite de notre élaboration historique.

Sans doute, cette tendance rétrograde de plus en plus prononcée n'a pas empêché la hiérarchie catholique de renfermer, depuis le xvi<sup>e</sup> siècle,